



Reprise le 11 mai et annonces d'E. Philippe :

la mise en danger des personnels, des élèves et des familles est inacceptable !

Edouard Philippe vient d'annoncer ce mardi 28 avril devant l'assemblée les conditions de reprise des élèves. Alors que le conseil scientifique s'est prononcé pour un retour dans les écoles et établissements en septembre, la reprise post confinement des écoliers se ferait le lundi 11 mai, celle des collégiens le lundi 18 mai (en commençant par les 6ème et les 5ème et seulement dans les départements où la circulation du virus est faible). Quant aux élèves des lycées et lycées professionnels, ils ne reprendraient pas avant début juin et après une "évaluation" de la situation.

Alors que le conseil scientifique mis en place par E. Macron est favorable à une reprise en septembre et liste des recommandations drastiques et infaisables pour une reprise dès le 11 mai, le président et son gouvernement font le choix d'envoyer à l'école les enfants les moins à même de respecter les règles sanitaires.

Y aura-t-il une pré-rentrée, comme Blanquer l'avait annoncé? Ou devrions-nous prendre acte de l'organisation de l'ersatz d'école que l'on a décidé en haut lieu, et essayer tant bien que mal de s'adapter à ces préconisations sans même avoir du temps dégagé pour cela? De multiples institutions (notamment la commission « enseignement scolaire » du sénat) préconisent pourtant un moment conséquent consacré uniquement à la préparation sanitaire de la reprise. Voilà qui augure mal de la suite...

Comment pourrait-on croire que la décision du déconfinement scolaire est fondée sur un souci de « justice sociale » (comme l'écrit le recteur Karim Benmiloud dans sa *Lettre d'information N° 2 de l'Académie de Clermont-Ferrand* et comme l'a affirmé le 1er ministre dans son allocution à l'assemblée), sur le fait de réparer le lien scolaire des enfants des plus démunis ? Compte tenu de la politique de ce gouvernement, c'est un élément de langage cynique et méprisant, qui, du reste, semble tromper peu de monde : nous savons bien que le déconfinement est d'abord motivé par l'objectif de remettre pleinement la population au travail, afin que redémarre la compétition économique et que, pour ce faire, les enfants doivent être gardés. C'est bien pour cela que l'on commence par renvoyer à l'école les élèves les plus jeunes, alors que ce sont eux qui sont le moins à même de respecter les gestes barrière. Comment faire confiance à un gouvernement qui nous explique depuis deux mois que ce qui fait défaut n'est pas indispensable ?

« L'éducation nationale » prévue jusqu'en juillet, et peut-être bien au-delà, n'est pas l'école puisqu'elle sera « sur la base du volontariat des familles », que nous nous retrouverions face à des groupes erratiques et changeants d'élèves déboussolés, sans réelle possibilité d'apprendre véritablement quelque chose à qui que ce soit. Et sans certitude que ce seraient les « élèves décrocheurs » que nous aurions avec

nous, dans les locaux scolaires. L'alibi de la "réussite éducative" ne tient pas ! Si c'était réellement la préoccupation du gouvernement, les élèves de 3ème, par exemple, auraient été les premiers du collège à retourner en cours afin de leur faciliter le passage toujours délicat en seconde.

Nous ne voulons pas d'une école à la carte, fragmentée, socialement inégalitaire, individualiste, rejetant sur les familles la responsabilité de remettre leurs enfants à l'école et éventuellement...de tomber malade.

Nous n'acceptons pas ce discours sur le « bon sens » et les « territoires » qui renvoie chacun·e aux décisions des pouvoirs locaux, qui eux-mêmes peuvent être dépassés par la situation.

Nous ne voulons pas d'une école qui serve de moyen de pression sur les salarié-e-s (qui n'auront plus « l'excuse » (!) de s'occuper de leurs enfants) pour retourner « quoi qu'il en coûte » sur leur lieu de travail.

Nous ne voulons pas d'une situation dans laquelle, sommés d'enseigner dans les salles de classe ET de poursuivre le télétravail, nous fassions double journée, créant ainsi un précédent insupportable qui pourrait servir à détruire ultérieurement les cadres statutaires.

Nous ne voulons pas d'un retour dans nos écoles et établissements qui mettrait en danger personnels, élèves et par conséquent les familles et la société. Il est impossible d'accueillir des groupes de 15 élèves en maintenant des conditions de sécurité acceptables.

A ce stade nous avons la certitude que rien ne sera prêt pour une reprise le 11 mai dans des conditions de sécurité exigeantes. Notamment par la mise à disposition des éléments concrets de la protection sanitaire : masques FFP2, savon, gel, tests, distanciation physique dans toutes les situations d'une journée scolaire.

Ne travaillons dans nos établissements et écoles que si et seulement si les conditions sanitaires sont compatibles avec la santé de tous et toutes, et non pas seulement avec le nombre de lits disponibles dans les urgences.

Nous ne faisons pas confiance à notre ministre, ses recteurs et autres DASEN qui ne prennent pas le temps de répondre aux courriers que nous leur adressons.

SUD éducation 63/03 appelle donc tous les personnels à être plus responsables que leurs hiérarchies et à faire réellement primer les conditions de santé et de sécurité sanitaire : refusons de travailler dans des locaux et des situations qui mettraient en danger tout le monde, personnels, élèves, familles, et dans ce cas usons de notre droit de retrait.

Nous mettrons rapidement à disposition des personnels des informations concrètes sur l'exercice du droit de retrait. De plus des préavis de grève sont d'ores et déjà déposés pour couvrir les personnels.